

Les féminismes européens face aux fascismes

Mercedes YUSTA RODRIGO

RÉSUMÉ

Durant l'entre-deux-guerres, des régimes fascistes ou fascisants veulent rétablir un ordre de genre traditionnel qu'ils perçoivent menacé. Or, les organisations féministes tardent à percevoir le danger fasciste et à le contrer. En Italie, en Allemagne, en Espagne, au Portugal, elles sont dissoutes et leurs membres poussées vers la clandestinité ou l'exil. Les associations féministes internationales ne parviennent pas non plus à faire opposition à la montée du fascisme, à l'exception de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté qui, aux côtés de l'Internationale communiste, est à l'initiative de la constitution d'une grande organisation transnationale de femmes antifascistes : le Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme. La guerre d'Espagne et les agressions fascistes en Éthiopie ou en Europe centrale constituent un tournant : dès lors le clivage entre pacifistes intégrales et antifascistes met à mal les vieilles solidarités féministes.



Manifestation sous la République espagnole de l'association Mujeres Antifascistas (les femmes antifascistes).

Les années de l'entre-deux-guerres sont marquées par la montée des fascismes et l'accession au pouvoir de dictatures totalitaires. Celles-ci prennent appui sur différentes peurs et angoisses : de la bolchévisation, de la perte

de repères identitaires, de la crise économique, de l'effondrement démographique, mais aussi de la « confusion des sexes » et de la « féminisation » de la société, accusées d'être à l'origine d'une décadence perçue de façon particulièrement aiguë dans les nations vaincues à l'issue de la Première Guerre mondiale. L'influence des féminismes et leurs succès, notamment l'obtention du droit de vote (Allemagne, 1918, Grande-Bretagne, 1928, etc.), ne sont pas étrangers à cette réaction en faveur du respect de l'ordre de genre traditionnel. Dans un contexte de militarisation de la société, ces régimes autoritaires combinent politiques natalistes et mesures répressives, visant à augmenter leur puissance démographique, à cantonner les femmes dans le rôle traditionnel d'épouse et mère, tel que le postule par exemple la *Weltanschauung* (conception du monde) national-socialiste, et à promouvoir une forme d'autorité virile. La progression du fascisme, que ce soit en Italie, au Portugal ou en Espagne, et son expression majeure dans le régime national-socialiste en Allemagne, s'accompagnent d'un antiféminisme viscéral, avec des nuances selon les pays. En Italie, Mussolini fait d'abord miroiter aux femmes l'illusion d'une association aux prises de décisions politiques à travers le vote. Or, en 1926, il supprime toute forme d'élection et affirme que la place des femmes n'est pas dans l'arène politique. Les nazis, quant à eux, n'ont jamais occulté les racines profondément masculinistes de leur idéologie, qui conçoit la nation comme une *Männerbund* (communauté d'hommes), dans laquelle la mission principale réservée aux femmes (aryennes, uniquement) est de reproduire la race et de garder le foyer.

Face à ce péril, les féministes tardent à réagir. Le discours fasciste survalorisant la maternité peut sembler faire écho à un « nouveau féminisme » différentialiste, qui apparaît dans les années 1920 et réclame des droits spécifiques pour les femmes en fonction de leur rôle maternel. En Italie, certaines féministes, comme nombre de femmes, se laissent tenter par l'aventure fasciste ; la journaliste Ester Lombardo (1895-1982) peut, en 1927, déclarer que « le mouvement féministe en Italie n'existe plus [...] englouti par la Révolution fasciste ». En Allemagne, les sympathies nationalistes *völkisch* (courant idéologique populiste et raciste) rapprochent certaines féministes du Parti national-socialiste ; toutefois la *Bund Deutscher Frauenvereine* (Union des associations féminines allemandes) s'autodissout en 1933 pour éviter son instrumentalisation par le nazisme. Sous ces régimes, les organisations féministes sont interdites, et la majorité de leurs membres, forcées à la clandestinité, résistent au sein de groupes antifascistes, où leur engagement féministe passe au second plan. Quant aux organisations féminines instaurées et contrôlées par les États fascistes, telles la *Sección Femenina* (Section féminine, branche de la Phalange espagnole) ou la *Deutsches Frauenwerk* (Œuvre des femmes allemandes), elles ont explicitement pour mission de défaire les avancées obtenues par le mouvement féministe et de remettre les femmes à la place censée être la leur.

Au niveau européen, trois grandes organisations féministes internationales sont actives dans l'entre-deux-guerres : le Conseil international des femmes (CIF) fondé en 1888, l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes créée en 1904 (qui devient en 1926 l'Alliance internationale des femmes pour le suffrage et l'égalité de la citoyenneté, AISF/AIF) et la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), constituée à La Haye en 1915. Elles semblent pareillement avoir été prises de court par la montée des fascismes, voire avoir manqué de lucidité pour certaines, même si l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne et le cantonnement des Allemandes à leur rôle reproducteur soulèvent de vives critiques. Plutôt que de s'opposer directement au fascisme, ces organisations défendent la paix et le désarmement. Des féministes participent activement à la conférence pour le désarmement de Genève de 1932 à 1934, mais celle-ci se solde par un échec.

La réaction féministe la plus ferme face au fascisme et surtout au national-socialisme est celle de la LIFPL, seule à tenir un discours à la fois féministe et antifasciste. Elle dénonce ouvertement le caractère antiféministe de cette idéologie et les menaces qu'elle fait peser sur l'ensemble des sociétés. Sa section française, avec à sa tête Gabrielle Duchêne (1870-1954), joue un rôle crucial dans la création en 1934 à Paris du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, sous l'égide communiste, mais réunissant des femmes d'origines diverses en une lutte commune. Sa section française atteint les 200 000 adhérentes, devançant en nombre les sections belge, suisse, espagnole et anglaise. Ce comité participe aux actions de soutien aux exilés italiens et allemands, à

la dénonciation de la barbarie nazie ou à la mise en garde contre la montée du fascisme en Espagne. Or son dynamisme cache la crise qui agite les féministes, même à l'intérieur de la LIFPL, divisées entre « pacifistes doctrinaires » et « pacifistes réalistes », ces dernières étant plus attirées par le combat antifasciste que par une défense du pacifisme intégral.

La guerre civile espagnole, à partir de juillet 1936, est perçue comme le premier champ de bataille entre fascisme et antifascisme et constitue un tournant. Des intellectuelles féministes, telles Simone Weil (1909-1943), prennent parti en faveur de la République espagnole, qui a octroyé le droit de vote aux femmes en 1931. Alors que le Comité mondial des femmes s'engage sans ambiguïté dans l'appui aux combattants républicains et aux Brigades internationales, le mouvement féministe se déchire entre celles qui condamnent toute guerre au nom des valeurs pacifistes et celles qui marquent leur solidarité avec les républicains qui recourent aux armes pour lutter contre les nationalistes. Face à la multiplication des agressions militaires de l'Italie en Éthiopie (1935), de l'Allemagne en Autriche, dans les Sudètes puis en Tchécoslovaquie (1938), les organisations féministes sont démunies et ne peuvent que constater leur incapacité à empêcher la guerre.

BIBLIOGRAPHIE

KANDEL, Liliane (dir.), *Féminismes et nazisme*, Paris, Odile Jacob, 2004.

OFFEN, Karen, *Les féminismes en Europe, 1700-1950*, Rennes, PUR, 2012.

PASSMORE, Kevin (dir.), *Women, Gender and Fascism in Europe, 1919-1945*, New Brunswick & New Jersey, Rutgers University Press, 2003.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/genre-et-europe/feminismes-et-mouvements-feministes-en-europe/les-feminismes-europeens-face-aux-fascismes>